

Comité consultatif sur l'application des droits

Dix-huitième session
Genève, 2 – 4 juin 2026

TENDANCES EN MATIÈRE DE TECHNOLOGIES DE LUTTE CONTRE LA CONTREFAÇON EN RÉPUBLIQUE DE CORÉE¹

Contribution établie par Jun-Young Lim, directeur adjoint, Bureau du règlement des litiges de propriété intellectuelle, Ministère de la propriété intellectuelle, Daejeon (République de Corée)

RÉSUMÉ

Face à la circulation croissante de produits de contrefaçon à travers le monde et à l'amélioration des techniques de contrefaçon, la République de Corée promeut l'adoption de technologies de lutte contre la contrefaçon. La présente contribution analyse leurs applications pratiques sur le marché et démontre qu'elles peuvent servir non seulement de mesures de sécurité, mais aussi de mécanismes de surveillance du marché et de protection des consommateurs, et ainsi renforcer l'efficacité des stratégies de lutte contre la contrefaçon dans l'environnement en ligne.

¹ Les points de vue exprimés dans le présent document sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux du Secrétariat ou des États membres de l'OMPI.

I. LA DISTRIBUTION EN LIGNE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON EN RÉPUBLIQUE DE CORÉE ET SON IMPACT ÉCONOMIQUE

1. La croissance rapide du commerce en ligne s'est accompagnée d'une augmentation significative de la circulation des produits de contrefaçon à travers le monde. En raison de la complexité croissante des techniques de contrefaçon, il est de plus en plus difficile de distinguer les produits authentiques des contrefaçons uniquement par inspection visuelle. Le Ministère de la propriété intellectuelle de la République de Corée privilégie donc une approche préventive fondée sur des technologies d'authentification liées aux produits qui permettent à l'utilisateur de vérifier leur authenticité (technologies préventives de lutte contre la contrefaçon). Lorsqu'elles sont adoptées par les entreprises, elles permettent aux consommateurs et aux acteurs du marché de vérifier directement l'authenticité des produits, ce qui réduit les conséquences préjudiciables de l'achat de produits de contrefaçon, renforce les obstacles à la reproduction pour les auteurs de contrefaçon et protège davantage la valeur des marques.

2. Les progrès de la technologie numérique et l'adoption à grande échelle des plateformes numériques et des appareils mobiles ont réduit les contraintes spatiotemporelles liées aux transactions hors ligne, ce qui a considérablement accru la vitesse et la fréquence de la circulation des marchandises sur les canaux numériques, ainsi que leur volume. En République de Corée, le volume des transactions en ligne a augmenté de 40% en trois ans, passant de 187 000 milliards de wons (127 milliards de dollars É.-U.) en 2021 à 259 000 milliards de wons (175,9 milliards de dollars É.-U.) en 2024.

3. Si ces conditions ont considérablement amélioré le confort des consommateurs et des entreprises, elles facilitent également la distribution de produits de contrefaçon. Plus grave encore, la contrefaçon, qui était autrefois limitée aux produits de luxe haut de gamme, touche désormais toute une gamme de produits de consommation courante, des produits pour bébés aux cosmétiques en passant par les pièces automobiles, augmentant ainsi considérablement les risques pour les consommateurs.

4. L'ampleur du problème transparaît dans son impact économique plus large. Selon le rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) intitulé *Illicit Trade and the Korean Economy (2024)*, la valeur mondiale des produits de contrefaçon portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'entreprises coréennes s'élevait à 11 100 milliards de wons (9,7 milliards de dollars É.-U.) en 2021, soit environ 1,5% des exportations du pays. La contrefaçon a entraîné une perte de 7 000 milliards de wons (6,1 milliards de dollars É.-U.) de ventes nationales et à l'étranger. Elle a également conduit à la perte de 13 500 emplois dans le secteur manufacturier du pays et à une baisse des recettes des pouvoirs publics de 1 800 milliards de wons (1,57 milliard de dollars É.-U.), soit l'équivalent de trois ans de dépenses du Ministère de la propriété intellectuelle. Outre la réduction des recettes des entreprises et la destruction d'emplois causées par l'appropriation indue du fruit de la créativité et du travail d'autrui, la distribution de produits de contrefaçon représente aussi une menace pour la santé et la sécurité publiques.

5. Pour remédier à ce problème, le Ministère a mis en place une série de mesures d'exécution et de politique visant à lutter contre la distribution de produits de contrefaçon. Ces mesures comprennent des réformes législatives et institutionnelles menées en collaboration avec l'Assemblée nationale, ainsi que le renforcement de la surveillance et de l'application des droits en ligne. En particulier, les plateformes de vente en ligne sont surveillées en permanence en collaboration avec les propriétaires de marques afin de détecter les annonces proposant des produits de contrefaçon, et les fournisseurs de plateformes sont tenus de les bloquer dès leur découverte. En 2025, 307 718 cas nationaux et 210 034 cas internationaux de distribution de produits de contrefaçon en ligne ont été identifiés et bloqués. Ces chiffres ne représentent toutefois que les cas détectés. Compte tenu des contraintes budgétaires et opérationnelles pesant sur les possibilités de surveillance, le volume réel de produits de

contrefaçon circulant en ligne, tant sur le plan national qu'international, est probablement bien plus élevé.

6. Les progrès technologiques contribuent à accroître l'ampleur et les capacités des opérations de contrefaçon. Les avancées en matière d'intelligence artificielle (IA) ont permis de produire des produits de contrefaçon impossibles à distinguer des articles authentiques lors d'une simple inspection visuelle. Les outils d'IA générative peuvent analyser les éléments entrant dans la conception des produits authentiques en haute résolution, ce qui facilite une reproduction très précise. L'expansion des transactions en ligne transfrontières a également accéléré la vitesse et l'internationalisation des réseaux de distribution illicite. Les mesures de surveillance et d'exécution ne suffisent pas à elles seules à faire face à la complexité et à l'ampleur des activités de contrefaçon, de sorte que des mesures techniques préventives deviennent de plus en plus nécessaires.

II. RÔLE DES POUVOIRS PUBLICS ET DES PROPRIÉTAIRES DE MARQUES DANS LA PRÉVENTION DE LA DISTRIBUTION DE PRODUITS DE CONTREFAÇON

7. Comme les mesures d'exécution ne suffisent pas à elles seules à lutter contre la distribution de contrefaçons en ligne, les pouvoirs publics et les acteurs du marché doivent prendre part aux efforts de prévention. Les pouvoirs publics jouent un rôle central en matière d'application des droits, de réglementation et d'aide aux petites entreprises, tandis que les titulaires de marques mettent en place des systèmes d'authentification des produits et d'autres mesures préventives au sein de leurs chaînes d'approvisionnement.

8. Les limites des approches traditionnelles en matière d'application des droits ont également été reconnues à l'échelle internationale; dans son projet de *Lignes directrices volontaires pour lutter contre le commerce illicite sur les places de marché en ligne* (mai 2025), l'OCDE souligne l'importance de la coopération entre les pouvoirs publics, les plateformes en ligne et les titulaires de marques à travers le partage d'informations sur la distribution de contrefaçons et des initiatives conjointes de sensibilisation concernant les produits authentiques.

9. L'OCDE souligne également le rôle des pouvoirs publics dans l'accompagnement des petites et moyennes entreprises (PME) et encourage les titulaires de droits à adopter des technologies permettant de distinguer de manière fiable leurs produits authentiques des produits de contrefaçon, ce qui renforce les capacités de prévention au sein des circuits de distribution. Ces recommandations soulignent l'importance de la mise en place de technologies d'authentification en tant que mesure préventive concrète et fournissent un cadre politique pour les actions visant à promouvoir leur adoption.

III. INITIATIVES DU MINISTÈRE VISANT À PROMOUVOIR LES TECHNOLOGIES PRÉVENTIVES DE LUTTE CONTRE LA CONTREFAÇON

10. Conformément à cette approche coopérative, la promotion de contre-mesures technologiques par les titulaires de droits est devenue un élément important des efforts de prévention de la contrefaçon. Malgré leur potentiel, les technologies de lutte contre la contrefaçon n'ont pas été largement adoptées faute de connaissance des solutions disponibles et en raison des préoccupations liées aux coûts de mise en œuvre. Le Ministère a donc pris des mesures pour renforcer la coopération entre les secteurs public et privé et faciliter l'adoption de ces technologies dans l'ensemble de l'industrie.

11. En 2025, le Ministère a ainsi organisé deux conférences sur les technologies de lutte contre la contrefaçon à Séoul – la *Conférence sur les technologies visant à prévenir la distribution de produits de contrefaçon* (juin) et la *Conférence sur les technologies d'authentification des produits de contrefaçon* (octobre) – dans le but de mieux faire connaître

ces technologies aux entreprises et aux titulaires de droits et de promouvoir leur mise en œuvre pratique dans le cadre de la lutte contre la contrefaçon. Parmi les participants figuraient des entreprises possédant des technologies de lutte contre la contrefaçon (“fournisseurs de technologies”), des titulaires de marques et des institutions nationales et étrangères.

12. Le programme des conférences comprenait des séminaires sur les stratégies public-privé visant à dissuader la distribution de contrefaçons; des possibilités de mise en réseau pour les fournisseurs de technologies et les titulaires de marques; la présentation de programmes de réponse aux atteintes aux droits de propriété intellectuelle et des consultations; ainsi que des expositions présentant les technologies de lutte contre la contrefaçon utilisées dans le pays et à l'étranger. Des démonstrations ont également mis en avant l'intégration de dispositifs de sécurité et de technologies de l'information et de la communication pour des applications telles que le marketing d'entreprise et la gestion de la distribution. Les participants ont ainsi pu découvrir les dernières tendances technologiques et des exemples d'application, et comprendre l'importance de l'authentification des produits ainsi que des mesures de prévention de la contrefaçon.

IV. TECHNOLOGIES DE LUTTE CONTRE LA CONTREFAÇON EN RÉPUBLIQUE DE CORÉE

13. Un large éventail de technologies a été présenté pendant les expositions et les démonstrations, notamment des technologies d'authentification des contrefaçons, des dispositifs anti-contrefaçon et des systèmes de surveillance fondés sur l'IA. Ces technologies allaient des solutions de base (telles que les hologrammes et les étiquettes) aux solutions de pointe (telles que le recours aux filigranes fondé sur l'IA). Ces technologies ont été classées en trois niveaux en fonction de la difficulté de la vérification, de leur accessibilité et de la nécessité de disposer d'équipements spécialisés. Il est essentiel de comprendre les différentes caractéristiques et le champ d'application de ces technologies pour évaluer leur pertinence dans divers secteurs et contextes d'application des droits.

14. **Technologies de niveau 1** : il s'agit de dispositifs anti-contrefaçon vérifiables visuellement. Ce sont les solutions les plus largement adoptées en raison de leur simplicité et de leur coût relativement faible; leur fonction principale est de renforcer la confiance des consommateurs dans l'authenticité des produits. Parmi les exemples typiques, on peut citer les étiquettes de sécurité intégrant des éléments d'interférence optique qui changent de couleur ou d'image selon l'angle de vue, permettant de vérifier l'authenticité à l'œil nu, et les étiquettes inviolables qui affichent des mentions d'avertissement telles que “NON VALABLE” ou “OUVERT” lorsqu'elles sont retirées de l'emballage. Cependant, leur pouvoir de dissuasion face à la contrefaçon ou leur capacité de fournir une authentification robuste sont limités, et il est difficile de les intégrer à des fonctions plus larges, telles que le marketing ou la gestion de la chaîne d'approvisionnement.

15. **Technologies de niveau 2** : ces technologies permettent de vérifier l'authenticité à l'aide d'appareils courants tels que des smartphones ou de simples outils d'inspection pour révéler des composants cachés. Elles offrent des capacités d'authentification et de protection contre la contrefaçon plus solides que les solutions de niveau 1, et permettent une connexion entre le produit et les systèmes numériques. On peut citer, par exemple, l'impression de sécurité visible uniquement sous une lumière ultraviolette spécifique, les étiquettes de sécurité invisibles de type filigrane ou les codes QR intégrant des éléments de sécurité multicouches que les consommateurs peuvent vérifier à l'aide d'applications mobiles. Certaines applications génèrent des valeurs de sécurité uniques pour chaque article et permettent ainsi de détecter les altérations et de suivre les produits en temps réel à travers les canaux de distribution. Ces fonctionnalités permettent de relier les informations d'authentification aux fonctions de communication marketing et de surveillance de la chaîne d'approvisionnement. Cependant,

elles nécessitent généralement un investissement initial et des coûts de mise en œuvre plus élevés que les technologies de niveau 1.

16. **Technologies de niveau 3** : ces technologies nécessitent un équipement spécialisé pour la vérification et offrent le plus haut niveau de sécurité. Elles sont principalement utilisées à des fins d'enquête et d'application des droits et sont généralement intégrées à des systèmes d'authentification ou d'inspection internes plutôt qu'à des systèmes de vérification destinés aux consommateurs. On peut citer, par exemple, les marqueurs intégrant l'identification par radiofréquence (RFID) qui permettent l'authentification et la traçabilité tout au long des étapes de distribution, les micromarquages textuels intégrés à la surface des produits qui ne peuvent être confirmés qu'au moyen d'un agrandissement, ainsi que les systèmes perfectionnés de réponse des matériaux ou d'identification électromagnétique qui permettent de détecter les altérations, les détournements ou les retours non autorisés. Comme ces technologies ne sont généralement pas perceptibles par les consommateurs, elles contribuent moins directement à renforcer la confiance de ces derniers, mais elles sont très importantes pour les autorités chargées de l'application de la loi et les titulaires de droits dans le cadre des inspections, des enquêtes et de la surveillance de la chaîne d'approvisionnement.

V. INTÉGRATION PLUS POUSSÉE AVEC LES FONCTIONS DE GESTION DE LA DISTRIBUTION ET DE COMMUNICATION AVEC LES CONSOMMATEURS

17. Lorsqu'elles sont intégrées à des systèmes informatiques, les technologies de lutte contre la contrefaçon peuvent s'inscrire dans le cadre de systèmes plus larges de suivi des produits et de gestion de la distribution, ainsi que de marketing. Les données d'authentification générées lors de la vérification permettent aux propriétaires de marques de suivre la circulation de leurs produits dans les canaux de distribution en temps quasi réel. Cela permet par exemple aux partenaires de vente au détail de confirmer les informations de production, aux distributeurs de vérifier les canaux de vente autorisés, et au siège social d'effectuer un suivi et des analyses centralisés. Des schémas d'authentification suspects, tels que des tentatives de vérification répétées, des données de localisation inhabituelles ou des itinéraires de distribution anormaux, peuvent indiquer une activité de contrefaçon; ces technologies permettent d'apporter une réponse rapide et ciblée.

18. Pour les consommateurs, ces technologies peuvent également servir d'interfaces de communication entre les titulaires de droits et les acheteurs. Grâce à des interfaces mobiles utilisant des codes QR ou des technologies similaires, ils peuvent s'assurer de l'authenticité d'un produit et accéder en même temps à des informations sur le produit ou la marque, à des conseils d'utilisation ou à du contenu promotionnel. L'authentification génère des données temporelles et géographiques qui peuvent également contribuer à la surveillance centralisée et à la détection de schémas anormaux. Cette multifonctionnalité, qui associe authentification, communication et génération de données, permet de protéger les consommateurs, de les mobiliser et de renforcer leur confiance dans les produits authentiques de la marque.

VI. CONCLUSION

19. L'essor du commerce en ligne a transformé la nature de la contrefaçon, tandis que les avancées dans les domaines de la fabrication et de l'IA rendent les produits de contrefaçon de plus en plus difficiles à distinguer des produits authentiques à l'aide des méthodes d'identification et d'inspection traditionnelles. La surveillance et les mesures d'exécution ne suffisent pas à elles seules pour lutter contre la distribution à grande échelle de produits de contrefaçon en ligne; elles doivent être complétées par des mesures préventives et des efforts conjoints des secteurs public et privé.

20. L'expérience de la République de Corée montre que les mesures préventives et d'authentification – en particulier les technologies de lutte contre la contrefaçon liées aux produits – peuvent compléter efficacement les mesures d'exécution visant à lutter contre ce fléau. Adoptées par les entreprises, ces technologies permettent de vérifier l'authenticité à plusieurs niveaux du marché, notamment par les consommateurs, les distributeurs et les autorités chargées de l'application de la loi. Intégrées aux technologies de l'information et de la communication, les données d'authentification facilitent également la surveillance de la distribution, révèlent des schémas anormaux, facilitent les enquêtes et encouragent des décisions d'achat éclairées. Les technologies d'authentification préventives fonctionnent donc non seulement comme des dispositifs de sécurité, mais aussi comme des outils pratiques pour assurer la transparence et la surveillance du marché.

21. En empêchant les produits de contrefaçon d'entrer sur le marché, ces technologies permettent non seulement de préserver la valeur de la marque des entreprises et la confiance des consommateurs, mais aussi de protéger la santé et la sécurité publiques, contribuant ainsi à rendre le marché plus fiable et à créer des conditions propices à une innovation durable. Les pouvoirs publics peuvent jouer un rôle de facilitateur en faisant mieux connaître ces technologies, en encourageant leur utilisation et en soutenant la collaboration entre les titulaires de droits, les plateformes et les autorités chargées de l'application de la loi. Le Ministère continuera d'affiner les mesures institutionnelles et de renforcer la coopération entre les secteurs public et privé pour lutter contre la contrefaçon.

[Fin de la contribution]